

Ce n'est pas là une critique d'un membre du NPd ou du parti conservateur, mais celle d'un homme qui était hier le lieutenant du parti libéral de notre pays.

Permettez-moi de passer en revue très brièvement le problème du logement auquel le Canada fait face. En arrivant à Ottawa, les députés de notre parti avaient un programme sur le logement qui, à notre avis, réussirait. Nous l'avons présenté à la nation canadienne. Je ne regrette pas l'attitude que nous avons alors adoptée. En septembre dernier, lorsque nous sommes arrivés à Ottawa pour la première session de la législature en cours, le gouvernement actuel nous a dit que nous pouvions espérer une société juste. Quelle vision merveilleuse c'était là. Le pauvre bonhomme, dans le foyer le plus humble, a commencé à penser qu'enfin nous avions un premier ministre et un gouvernement qui feraient quelque chose pour les Canadiens. Je suis arrivé ici, plein d'espoir: enfin le gouvernement et le premier ministre s'intéressaient aux problèmes auxquels tous les Canadiens font face. Qu'est-il arrivé?

Peu après notre arrivée, le problème du logement a été mis de côté. Puis nous avons dû charger une commission spéciale d'étudier ce problème. Nous étudions le problème du logement au Canada depuis nombre d'années. Je suis convaincu que tous les députés ont un épais dossier de solutions proposées.

Pour se donner du temps, on a créé cette Commission d'étude. Elle a parcouru le pays et entendu les mémoires d'un certain nombre d'organismes. On nous a promis un rapport pour le mois de décembre. Puis on nous a dit qu'il serait présenté en janvier, ou que la mesure qui en découlerait serait présentée. On nous a redit la même chose en février, puis en mars et enfin en avril. Nous voici presque rendus au mois de mai. Il semblerait maintenant qu'enfin on va présenter une mesure législative à la Chambre.

M. Alexander: Vous voulez parler?

M. Harding: Tout ce que je suis prêt à parler au sujet d'une mesure législative, c'est que le ministre n'aurait pas remis sa démission ces jours derniers si la mesure qu'on projette avait compris la majorité des recommandations de la Commission d'étude.

• (7.50 p.m.)

Le rapport de la Commission d'étude ne valait pas grand-chose. On n'y tenait aucun compte des besoins en logements sociaux. Puis le ministre des Transports remet sa démission à cause de l'inertie du gouvernement. Monsieur l'Orateur, qui a besoin de

logement au Canada? Ce ne sont pas les députés, ni les gens à revenu élevé. Ce sont les Canadiens à faible revenu qui ont besoin de logements convenables. Qu'a-t-on fait pour régler ce problème? Quelles propositions ont été faites des banquettes libérales? Le premier ministre et d'autres nous ont lancé des statistiques aujourd'hui. En ce qui concerne les habitations mises en chantier et construites au Canada depuis deux ans, elles étaient pour la plupart destinées aux gens à l'aise. Il vous faut aujourd'hui gagner \$8,000 ou \$9,000 avant de pouvoir obtenir un prêt en vertu de la loi nationale sur l'habitation. Et les gens qui touchent \$2,000 et \$3,000 par année? Que fait le gouvernement pour eux? Est-ce là un élément de la société juste? Est-ce là ce qu'entrevoit le parti libéral pour faire justice aux Canadiens qui vivent dans la misère? Quels sont les projets du gouvernement?

J'ai lu le rapport de la Commission d'étude et écouté les discours des ministériels, mais je ne discerne nulle part la moindre indication de solutions. Au Canada, aujourd'hui, un million de familles vivent dans la pauvreté, selon le Conseil économique du Canada. Cent mille familles canadiennes de nos grandes villes attendent des logements sociaux. On nous dit que le gouvernement n'y peut rien parce que le problème relève des municipalités et des provinces. Le rapport de la Commission d'étude renferme des recommandations, si insuffisantes soient-elles. L'une est d'abaisser le coût du logement à un niveau abordable. Les gens pourront alors posséder leur propre maison; les jeunes couples pourront vivre dans une maison à eux et y élever des familles. Mais nous constatons que recommandations sur recommandations sont tombées à l'eau.

Une recommandation, celle de supprimer la taxe de vente de 11 p. 100, a été étouffée par le ministre des Finances (M. Benson). Il a confirmé cette décision à la Chambre hier ou avant-hier en réponse à une question. C'est une solution, mais le gouvernement n'a pas assez de jugeotte pour le faire. Il y a le problème d'aménagement des terrains et celui de la réduction des coûts. En examinant tous les problèmes, les uns après les autres, on s'aperçoit que dans 20 ou 30 cas, le gouvernement n'a rien fait et ne compte prendre aucune initiative. Les Canadiens devraient savoir ce que le gouvernement fait pour résoudre les problèmes. Ils devraient savoir pourquoi le gouvernement a serré les freins. C'est pourquoi je saisis l'occasion qui m'est offerte de soulever cette question à la Chambre.